

# Audiovisuel : quels scénarios

**Maintenant que la fièvre provoquée par l'annonce de l'ouverture de l'audiovisuel à l'initiative privée est tombée et que les premiers postulants réels ou virtuels ont dévoilé leur identité et leurs intentions, le temps est, sans doute, venu de s'interroger sur les directions susceptibles d'être privilégiées par le législateur et à partir desquelles l'opinion pourrait se faire une idée plus nette sur les orientations qui seront imprimées au dispositif appelé à encadrer une réforme dont on peut affirmer, sans se tromper, qu'elle va, à bien des égards, bouleverser très sensiblement le paysage audiovisuel algérien.**

Mais à défaut d'informations de première main sur le contenu projeté de la loi qui va la régir et qui n'a, jusqu'à présent, fait l'objet, à notre connaissance, d'aucune concertation médiatisée ou pas, on en est réduit à faire des supputations et à spéculer sur ce que seront les choix sur lesquels elle reposera.

Compte tenu du caractère complexe et ardu de l'opération ainsi que de la diversité des scénarios soumis au débat et donc à la décision, il est fort aventureux d'avancer des affirmations définitives quant aux délais impartis à son adoption et à sa mise en œuvre qui risquent, effectivement, d'être longs.

Ce sera alors de deux choses l'une : soit la loi sur l'audiovisuel fait partie de l'architecture générale des réformes politiques en cours de discussion et d'adoption et à ce moment-là, celle-ci devrait voir le jour avant la fin de l'actuelle législature et les premières chaînes privées entreraient en service dès 2012, comme annoncé officiellement.

Soit on se contenterait de la loi organique sur l'information en cours d'adoption en guise d'ancrage juridique et on renverrait l'adoption et l'application du nouveau régime à la prochaine législature, une période propice, compte tenu de sa proximité avec la date des élections présidentielles de 2014.

D'où la conjecture subséquente : est-ce que, dans ces conditions, l'installation de la Haute Autorité de l'audiovisuel pourrait intervenir avant l'adoption de la loi puisque l'existence juridique de celle-ci est expressément formulée par la loi organique sur l'information, auquel cas, l'instance de régulation se saisirait, elle-même, de la préparation de la loi ainsi que des cahiers de charges y afférents.

Ce qui représenterait, en soi, un gage de crédibilité que les pouvoirs publics accorderaient à cette nouvelle institution appelée à agréer les candidatures conformes aux critères de sélection arrêtés.

Ces contraintes de temps concernent également la mise en route de la TNT, une condition de taille, à propos de laquelle on sait peu de choses. Si la TNT n'est pas opérationnelle d'ici le premier trimestre 2012, dans au moins une demi-douzaine de centres urbains de grande densité démographique, les nouvelles chaînes seraient dans l'impossibilité d'émettre par ce canal et seraient alors obligées de diffuser leurs programmes par satellite, une éventualité qui coûtera

financièrement très cher, ce qui n'est pas à la portée de tous.

S'il s'avère par ailleurs que les capacités de la TNT seront limitées à la diffusion d'un faible nombre de chaînes, lesquelles auraient la priorité pour y transiter ? Les chaînes publiques ? Les chaînes privées ? Celles qui sont capables de payer le plus ? étant entendu que TDA qui en est le gestionnaire est une entreprise autonome qui sera tenue de faire prévaloir, au vu de la loi, le principe de la commercialité.

En plus de ces contraintes de temps qui pèseront dans la fixation du timing du démarrage, il y a d'autres questions sur lesquelles on ne possède aucun élément d'appréciation. Cette ouverture sera-t-elle totale ? Partielle ? Maîtrisée ? Quel sera le nombre de chaînes sélectionnées ? Seront-elles généralistes diffusant également des programmes d'informations ou seulement thématiques ? Dans quelles langues émettront-elles ? Commencera-t-on par la télévision ou par la radio ?

On ne sait pas trop, mais ce qui est désormais sûr, c'est que cet événement, quelle que soient l'envergure des bouleversements dont il sera porteur, viendra clore une histoire faite d'une longue suite d'atermoiements et d'ajournements qui ont fait subir au secteur un retard considérable alors que, dans les années 1970, il se présentait, par ses capacités et ses potentialités techniques et humaines, comme un outil éligible à un rôle dirigeant dans la sphère médiatico-culturelle maghrébine et africaine.

En effet, si on jette un regard sur son passé, on prendra l'exacte mesure de l'énorme gâchis dans lequel se sont abîmés les efforts de ses pionniers, cadres, journalistes, ingénieurs, techniciens, réalisateurs et hommes de programmes qui ont beaucoup donné pour forger un instrument d'information et de promotion culturelle fonctionnant sous l'égide de la seule obligation de service public.

## I- L'histoire de l'audiovisuel algérien est une histoire en clair-obscur

Lorsqu'on se souvient des conditions dans lesquelles l'Etat algérien avait rétabli sa souveraineté sur la radio-télévision le 28 octobre 1962, soit quatre mois après l'indépendance, un retard inexplicable car il n'était inscrit dans aucun des points des accords passés avec la puissance occupante, un épisode d'histoire qui gagnerait à être élucidé ; lorsqu'on se souvient du courage et de l'abnégation de ceux qui avaient pris sur eux de relever le défi et de reprendre un établissement abandonné par l'encadrement pied-noir, en le transfigurant en moins de 10 ans, en un levier technique, en avance sur son temps, doté d'un réseau hertzien de plus de 3000 km, d'un satellite domestique (le Domsat) arrosant tout le Sahara, très tôt colorisé et ensuite numérisé, à une époque où ces technologies étaient considérées, ailleurs, comme des gadgets ; lorsqu'on se souvient de ce passé où la télévision produisait *L'Incendie*, le premier feuilleton algérien, et des films labellisés par la critique comme les fleurons du «Cinéma El-Djedid», l'alter ego du «Cinéma Novo» brésilien, on se demande comment, dans les années qui suivirent, on a fait pour rater la transformation de tous ces essais et comment on a pu passer à côté de beaucoup d'autres opportunités histo-

riques afin d'occuper une position plus enviable. Ce ne furent, pourtant, pas les initiatives constructives qui manquèrent.

- En 1967, l'ordonnance portant création de la RTA avait mis en place une organisation suffisamment ouverte pour permettre à ses dirigeants de donner pleinement corps à la notion de service public.

- En 1983, le projet de 2<sup>e</sup> chaîne, destinée à élargir l'offre de programmes avec le souci de répondre, de façon plus ciblée, à la diversification de la demande socio-culturelle, était ficelé, prêt à être entériné. Mais contre toute attente, il fut vite remis dans ses cartons, sans aucune explication.

- En 1989, la nouvelle loi sur l'information prévoyait, dans une de ses dispositions, l'ouverture de l'audiovisuel à l'initiative privée comme ce fut le cas pour la presse écrite, un vœu pieux renvoyé aux calendes grecques après la disparition du Conseil national de l'audiovisuel.

- En 1997, en application de la directive présidentielle n°17 du président Liamine Zeroual dont l'objectif déclaré était de procéder à la refondation du secteur dans le sens de l'ouverture, quatre projets de loi furent élaborés : une loi organique sur l'information – loi – cadre, par définition, difficilement révisable – et trois dérivées, plus détaillées, une sur l'audiovisuel, une sur la publicité et une autre sur le sondage dont l'interactivité devait assurer une démonopolisation effective du pouvoir médiatique public, compatible avec la philosophie du pluralisme politique, la doctrine du service public et l'indépendance des organes d'information.

Ces projets de loi n'ont, malheureusement, pas connu de suite, là aussi, pour des raisons inexplicables, ajournant, ainsi, l'aggiornamento de la communication en Algérie et offrant aux autres pays du Maghreb ainsi qu'à certains pays du Sahel, l'occasion de précéder le nôtre sur la voie de la libéralisation, même si, dans les faits, les politiques prônées et mises en œuvre par ces Etats avaient installé, en trompe-l'œil, un paysage pluriel de façade, parfaitement virtuel et entièrement contrôlé par les cercles et les clans familiaux apparentés aux tenants du pouvoir politique.

Au lieu de donner des prolongements adéquats à ces percées, les pouvoirs publics avaient choisi de s'engager dans des voies infructueuses comme le lancement, en télévision, de clones de la chaîne mère, sans statut et sans identité visuelle, et, en radio, de 48 stations, une par wilaya, alors qu'en 1990, le gouvernement avait, très logiquement, retenu le principe d'une carte radiophonique limitée à six pôles régionaux seulement, recoupant les spécificités géographiques et culturelles du pays, une option qui aurait pu éviter beaucoup de problèmes et, entre autres, coûter beaucoup moins cher aux contribuables.

Bref, on a tellement épilogué sur les déshérences du service public que notre propos n'est pas d'en rajouter. Nous devons rappeler, par contre, pour être justes, qu'à certains moments tragiques vécus par la nation, le secteur de l'audiovisuel a été au premier rang, en particulier lorsqu'il s'était agi de faire barrage au terrorisme auquel il a payé un lourd tribut.

Et maintenant que le nouveau paysage va progressivement se mettre en place, il serait utile que celui-ci revienne à ses fondamentaux originels et qu'il y

Par Badr'eddine Mili\*



Photo : DR

occupe une place qu'il devra, désormais, arracher à une concurrence qui ne lui fera aucun cadeau.

Le prix qu'il sera appelé à consentir sera égal au travail d'assainissement et de redressement qu'il doit, tout de suite, entamer, pour régler des problèmes qui ont pour nom : statut, organisation, identité visuelle, management, apurement des dettes, financement, liquidation du patrimoine de l'ex-RTA, grille des programmes, positionnement vis-à-vis des chaînes naissantes, etc.

## II- La loi sur l'audiovisuel ainsi que les cahiers des charges qui l'accompagneront auront à trancher des questions cruciales

Parmi les questions les plus difficiles auxquelles le législateur sera certainement confronté, figure, en première ligne, celle de savoir si ce sont toutes les personnes physiques et morales, sans exception, toutes origines, toutes langues et toutes formes de financement confondues, qui seront autorisées à faire acte de candidature auprès de la Haute Autorité ou si elles seront priées de se conformer à des conditions préalables, un standard qui ne laisserait passer, par le sas, que les plus conformes à des normes préconçues.

Dans ce dernier cas, on devrait s'attendre à ce que le texte introduise dans le corpus du dispositif des balises prudentielles qui excluraient toute demande au profil hétérodoxe. On pourrait, par déduction, supposer qu'il n'y aurait naturellement pas de place pour les chaînes communautaires, d'inspiration religieuse, partisane ou régionaliste.

Par ailleurs, on imaginerait mal que des chaînes financées exclusivement par des parties étrangères ou servant à des opérations de blanchiment d'argent soient autorisées à émettre.

Les autres questions épineuses que les rédacteurs de la loi auront à trancher se rapportent, notamment, à l'investissement du secteur par les puissances de l'argent.

A quelle aune mesureront-ils leur candidature ? A celle de l'éthique ? A celle d'une approche antitrust ? A celle de l'interdiction du mélange des genres ? Ou à celle d'une opposition claire et nette au schéma du type Murdoch, Bouygues, Lagardère ou Hersant ?

Traiteront-ils, de la même manière, l'éventualité de candidatures mixtes capital national – capital étranger et l'admettront-ils si la majorité des actions de ces joint-venture seraient détenues par la partie algérienne conformément aux règles en vigueur relatives aux IDE, les investissements directs étrangers ?